

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La « charte » des états généraux socialistes

Hors sujet ! Nous ne voterons pas pour cette charte !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : jeudi 27 novembre 2014

Démocratie & Socialisme

Le Parti socialiste traverse une grave crise politique. La majorité de ses membres est vraisemblablement en désaccord avec la politique de baisse du « coût de la force de travail » que le gouvernement Valls met en oeuvre et qu'il prétend conduire en leur nom.

Préparons le congrès du PS

Celui-ci permettrait d'élire une nouvelle majorité de direction, représentative de la base et favorable à une politique socialiste, et non celle qui soutient la politique néolibérale du gouvernement Valls.

Statutairement, ce congrès aurait dû se tenir en ce quatrième trimestre 2014. Mais, pour les dirigeants actuellement majoritaires, son report au delà de cette date avait une double fonction : d'une part, attendre des résultats pour justifier la politique suivie mais en vain, et d'autre part, décourager les opposants, pour en pousser suffisamment à la démission avant la tenue du congrès. Cette stratégie a échoué. Une majorité du bureau national (BN) a dû concéder que le congrès se tienne les 5, 6 et 7 juin 2015.

Une charte pour faire diversion

Pour meubler le temps en attendant un congrès qu'elle voulait organiser en 2016, la majorité du BN a décidé d'organiser des états généraux socialistes. Pour tenir leur rôle de rideau de fumée, ces états généraux devaient déboucher sur un texte qui refuse de se prononcer sur la politique actuelle et prétende synthétiser les contributions militantes.

C'est pourquoi les questions soumises aux socialistes désireux d'écrire une contribution étaient d'une grande généralité qui les invitait à écrire des textes « hors sol ». Pour rester conforme à cette exigence, le texte de « synthèse », adopté par le BN du 18 novembre et soumis au vote des socialistes le 3 décembre, se situe à mille lieux au dessus des contributions militantes et est interdit d'amendements.

Il se présente comme une charte, plus de deux fois plus longue que la « déclaration de principes » de 2008, mais plus succincte en ce qui concerne le Parti socialiste et sa trajectoire historique. Le terme de « *nouveau progressisme* » y devenait l'identité du Parti socialiste.

Cette charte évite soigneusement toute formulation précise qui s'opposerait à des mesures gouvernementales récentes. Mais elle ne peut pas cacher les contradictions entre le dire et le faire.

Unité de la gauche ou stratégie de troisième force ?

Ce mot de « progressisme » est passe-partout. Il est creux et partagé autant par la gauche que par le MoDem, l'UDI et l'UMP. Mis à la place de « *socialisme* », il servait Manuel Valls qui veut faire disparaître notre identité de « *socialistes* » et annonce que la gauche va mourir.

Ce « *nouveau progressisme* » a été censuré par le BN mais restent les références au « *progrès humain* » qui ont la

même fonction : le congrès de juin devra choisir entre, d'une part, l'unité de la gauche qui nous conduisit au pouvoir, et d'autre part, l'alliance avec la droite libérale (de Bayrou à Juppé) . Celle-ci fut la stratégie de Guy Mollet et conduisit la SFIO à descendre à 5 % lors de la présidentielle de 1969.

Dès maintenant, c'est le débat du congrès socialiste qu'il faut ouvrir !

Résoudre la crise de la gauche, c'est remettre la direction du PS sur le droit chemin : c'est la politique gouvernementale que nous devons mettre en cause.

Nous ne voterons pas la charte, nous préparons le congrès.